

# Les enjeux de l'inclusion en protection de l'enfance

ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE

Sophie Bibard  
Michel Billé  
Patrick Blanchet  
Philippe Blanchet  
Philippe Bouchez  
Brigitte Bouquet  
Stéphane Corbin  
Dominique Depenne  
Richard Gaillard  
Roland Gori  
Faysal Hanneche  
Vincent Meyer  
Céline Mons  
Catherine Sellenet

Sous la direction de  
**Sandrine Dautigny**  
**Jean-Pierre Mahier**  
**Salvatore Stella**

# **Les enjeux de l'inclusion en protection de l'enfance**

Le Carrefour national de l'action éducative en milieu ouvert, CNAEMO, a été créé en 1981, avec la volonté d'être une structure de rencontre, de liaison, d'étude et de recherche ouverte aux professionnels de l'action éducative en milieu ouvert (AEMO).

Le CNAEMO est une association qui regroupe à la fois des professionnels, personnes physiques, et des associations, personnes morales. Instance d'interpellation et de confrontation des personnes et des institutions du champ social, elle concerne plus de quatre mille cinq cents professionnels.

Le présent ouvrage fait suite aux 37<sup>e</sup> assises nationales du CNAEMO qui se sont déroulées à Nantes en 2017.

Conception de la couverture :

Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2021

CF - ISBN PDF : 978-2-7492-7065-4

Première édition © Éditions érès 2021

33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France

[www.editions-eres.com](http://www.editions-eres.com)

Partagez vos lectures et suivez l'actualité des **éditions érès** sur les réseaux sociaux



Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. 01 44 07 47 70, fax 01 46 34 67 19.

# Table des matières

## INTRODUCTION

<i>Sandrine Dautigny, Jean-Pierre Mahier, Salvatore Stella</i> .....	7
--	---

## **L'inclusion, du concept à la pratique**

### PROPOS INTRODUCTIF

<i>Sandrine Dautigny</i> .....	21
--------------------------------	----

### L'INCLUSION : UN NOUVEAU MOT REMPLAÇANT INSERTION, INTÉGRATION ? QUEL SENS LUI DONNER ?

<i>Brigitte Bouquet, Stéphane Corbin</i> .....	29
--	----

### ANALYSE DU TERME « INCLUSION »

#### ET DE SES SIGNIFICATIONS

#### EN CONTEXTES D'INTERVENTION SOCIOÉDUCATIVES

<i>Philippe Blanchet</i> .....	45
--------------------------------	----

### EXCLUSION-INCLUSION, UN COUPLE DE FORCES ?

<i>Philippe Bouchez</i> .....	65
-------------------------------	----

## **Des enjeux de l'inclusion en protection de l'enfance en général et pour le milieu ouvert en particulier**

### PROPOS INTRODUCTIF

<i>Jean-Pierre Mahier</i> .....	83
---------------------------------	----

NOUVELLE INCLUSION SOCIALE AU RISQUE D'EXCLUSION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ? L'EXEMPLE DE L'AEMO POUR CONTRIBUER À LA COMPRÉHENSION DES ENJEUX À L'ŒUVRE <i>Sophie Bibard, Patrick Blanchet, Richard Gaillard</i> .....	89
UN ACCOMPAGNEMENT CONNECTÉ AU TERRITOIRE <i>Sandrine Dautigny, Céline Mons</i> .....	113
INCLUSION, ÉTHIQUE ET TECHNICISME <i>Dominique Depenne</i> .....	129
LA PARTICIPATION DES PARENTS EN PROTECTION DE L'ENFANCE, MYTHE OU RÉALITÉ ? <i>Catherine Sellenet</i> .....	153

### **L'inclusion, entre démarches citoyennes et injonction politique**

PROPOS INTRODUCTIF <i>Salvatore Stella</i> .....	177
L'EXPLORATION : S'ÉLOIGNER DU MONDE POUR MIEUX S'Y INCLURE <i>Une interview de Faysal Hanneche</i> <i>Propos recueillis par Jean-Pierre Mahier</i> .....	183
LA PROLÉTARIATISATION DU MONDE. COMMENT S'EN SORTIR ? <i>Roland Gori</i> .....	205
SI TU TE CONNECTES, LOIN DE ME LÉSER, TU M'INCLUS... <i>Vincent Meyer</i> .....	227
SOCIÉTÉ INCLUSIVE, IDENTITÉ, INTÉGRATION... <i>Michel Billé</i> .....	243

# Introduction

Sandrine Dautigny

Jean-Pierre Mahier

Salvatore Stella

Vu comme le nouveau leitmotiv du XXI<sup>e</sup> siècle, le concept d'inclusion sociale a progressivement émergé en France dans tous les secteurs de la société et dans l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre. Il est entré dans le champ du travail social ces dix dernières années comme une double injonction légale, puis morale, sans que l'ensemble des acteurs y soit véritablement préparé. D'une part, avec la création de la Halde<sup>1</sup>, aujourd'hui remplacée en partie par la fonction de Défenseur des droits<sup>2</sup> intégrant notamment un défenseur des enfants, les obligations légales de non-discrimination et les droits de l'enfant

---

*Sandrine Dautigny a été déléguée générale du CNAEMO (Carrefour national de l'action éducative en milieu ouvert de 2014 à 2020), elle est actuellement Responsable enfance jeunesse famille pour l'URIOPSS Hauts-de-France-réseau UNIOPSS. Jean-Pierre Mahier est directeur général de l'ADAEA 27 (Association départementale d'aide à l'enfance et aux adultes en difficulté), administrateur du CNAEMO. Salvatore Stella est président du CNAEMO, membre du Conseil national de la protection de l'enfance et directeur du département milieu ouvert de l'ACSEA (Association calvadosienne pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte).*

1. La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) : <http://www.histoire-immigration.fr/questions-contemporaines/les-mots/qu-est-ce-que-la-halde>

2. Défenseur des droits, <https://www.defenseurdesdroits.fr/>

se sont renforcés. D'autre part, dans la mouvance d'un contexte budgétaire de plus en plus tendu – avec pour indicateur une meilleure efficience – puis des enjeux politico-organisationnels et institutionnels autour de la participation des familles et de l'intérêt supérieur de l'enfant, le secteur associatif de la protection de l'enfance n'a cessé de faire face à une moralisation de plus en plus accrue des pratiques professionnelles.

Cette double injonction a conduit les associations du secteur à mettre en place, en fonction des besoins des territoires et en réponse à un décloisonnement des pratiques, des actions spécifiques et transversales dans une plus grande vision partagée ; les profils des publics suivis dans le cadre de la protection de l'enfance étant au croisement des champs d'intervention de différents partenaires (soin, social, handicap, scolarité, justice, insertion).

En ce sens, la problématique de l'inclusion sociale ne peut être qu'au cœur de nos réflexions. Elle s'inscrit encore plus fortement dans nos esprits depuis la dernière loi de mars 2016<sup>3</sup> relative à la protection de l'enfance, où le principe d'égalité est réaffirmé par l'effectivité des droits des parents et des enfants, ceux-là même mis en lumière par un instrument incontournable, celui de la Convention internationale des droits de l'enfant<sup>4</sup>. Il s'agit là du traité le plus ratifié au monde, mais qui peine toujours à se traduire en action encore aujourd'hui.

Au-delà de la simple question de l'effectivité des droits et de son analyse sémantique – où nous serions tentés de nous enfermer dans une définition précise de l'inclusion, tant nous savons fort bien que les mots évoluent au gré de l'histoire et des contextes –, l'inclusion sociale devrait alors être appréhendée non pas par son étymologie mais plutôt par la définition de

---

3. Loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfance, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032205234&categorieLien=id>

4. Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Conv\\_Droit\\_Enfant.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Conv_Droit_Enfant.pdf)



l'usage que nous souhaitons en faire et par la portée que nous voulons lui attribuer. Ces mots, parfois perçus improprement, viennent donc dire quelque chose des évolutions à l'œuvre, signifier parfois des changements de paradigme par-delà les modifications de dénomination.

Il en va ainsi du terme d'inclusion sociale qui, employé dans un premier temps dans le cadre de l'Union européenne puis de l'économie sociale et solidaire, se retrouve mis en lumière, notamment dans le cadre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale adopté en 2013<sup>5</sup>. Sans définition précise, si ce n'est de se situer a contrario de celui d'exclusion dans une formulation positive, ce terme renvoie à la notion de vivre-ensemble et de place dans la société. Il vient englober des notions différentes qui toutes ont constitué de petites révolutions en leur temps, comme l'insertion ou l'intégration.

Ce concept d'inclusion nécessiterait bien sûr d'être défini plus profondément mais, en tant que tel, il vient questionner nos pratiques en protection de l'enfance de manière générale et en milieu ouvert en particulier. On peut y voir une nouvelle injonction faite aux individus de « s'inclure », voire de devenir « conformes », dans une société qui par ailleurs ne se montre peut-être pas si ouverte et si hospitalière que cela... Mais on peut aussi y voir une opportunité de porter un regard large sur la famille et sur son environnement dans une optique de prise en compte globale de celle-ci, à un moment où l'accompagnement serait sommé de se recentrer sur l'enfant. On peut y voir une forme nouvelle de « culpabilisation » des individus qui ne s'incluent pas, ou un réel questionnement sur la société qui n'inclut pas. On peut aussi y voir un risque de dilution de nos missions ou, au contraire, l'opportunité pour l'assistance

---

5. Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, <https://www.gouvernement.fr/argumentaire/plan-pluriannuel-contre-la-pauvrete-et-pour-l-inclusion-sociale-4391>

éducative en milieu ouvert de « s'inclure » dans les politiques publiques et de peser sur l'environnement des familles.

Avant de rejeter d'emblée ce terme qui, en faisant irruption dans le champ de la protection de l'enfance, vient en bousculer la culture, le CNAEMO a souhaité pouvoir prendre le temps de s'interroger sur cette notion d'inclusion et sur la manière dont il pouvait entrer en résonance avec la protection de l'enfance, a fortiori en milieu ouvert.

De fait, si l'on reprend les motivations du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, on trouve des thématiques qui ne peuvent que venir faire écho à nos préoccupations : décroisonner les interventions, prévenir les ruptures, se situer dans une logique d'accompagnement au plus près des personnes et des territoires... Dans une action sociale de plus en plus fragmentée, où enfants et familles peuvent connaître plusieurs interventions concomitantes et successives, ces propos ne peuvent que résonner.

De la même manière, la question des relais que peuvent trouver les familles et les enfants dans leurs environnements, dans une logique de coconstruction, leur inclusion sociale finalement, n'est pas non plus si étrangère que cela, même si elle se pensait sous d'autres appellations. Elle est particulièrement visible lorsque se travaille l'arrêt des mesures, l'enjeu étant bien que les familles puissent sortir de mesures d'exception, a fortiori judiciaires, pour retrouver une autonomie conçue non comme une forme fantasmée d'autosuffisance qui viendrait délier l'individu de la société, mais comme la capacité à s'appuyer sur des liens sociaux et un environnement porteurs. L'accompagnement dans une logique inclusive se doterait-il alors de vertus émancipatrices ?

Il y aurait donc une préoccupation d'inclusion sociale des enfants et des familles dans leur environnement, celle-ci se percevant comme un moyen de protéger l'enfant et de répondre à ses besoins. Cette approche très individuelle ne dit rien cependant

de la capacité non pas de l'individu à s'inclure mais de la société à inclure, notion devenue centrale dans une société en crise où le vivre-ensemble n'irait plus de soi.

Alors, derrière ce terme d'inclusion, il s'agit peut-être de venir questionner tant les pratiques du milieu ouvert que son positionnement au sein des politiques publiques. Pour le dire autrement, on peut se demander quelle protection de l'enfance et quelles pratiques pour le milieu ouvert peuvent prédominer dans une société qui se veut inclusive, avec qu'elle ne le serait peut-être plus ?

## L'INCLUSION, DU CONCEPT À LA PRATIQUE

Si l'inclusion sociale joue un rôle majeur et transversal dans tous les secteurs d'activité et à l'intérieur même du dispositif de protection de l'enfance, d'une part pour lutter contre les inégalités et les exclusions et d'autre part pour éradiquer la pauvreté, le principe d'égalité et d'universalité que le CNAEMO défend serait l'orientation philosophique à ériger en premier lieu. Mais passer du concept de l'inclusion à la pratique peut ne pas s'avérer chose aisée. Cela exige du temps, des efforts, de la détermination, mais, surtout, du courage et un changement de regard sur la vie en société. Cette démarche implique une autre manière d'envisager la protection sociale des publics accompagnés. Ce qui nous renvoie à différents questionnements tant sur ce que peut recouvrir cette nouveauté mais aussi en quoi ce changement de dénomination procède d'une inflexion relativement aux notions qui s'étaient imposées jusqu'à présent, à savoir l'insertion et l'intégration. L'histoire des mots, leurs usages et leurs effets de sens sont ici essentiels dans la compréhension de ce processus si nous ne voulons pas occulter l'essence même de l'inclusion. Il ne suffit pas de prescrire une nouvelle vision du monde pour la rendre réelle. L'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en est le témoignage, en mettant en évidence la complexité de la mise en

œuvre de l'effectivité des droits tant sur le plan supranational que sur le plan national.

Pour dépasser ces intentions louables, qu'il s'agisse des droits des familles et des enfants et notamment, ici, de l'inclusion sociale, connaître les processus complexes d'accompagnement est primordial si nous ne voulons pas laisser paraître un système extrêmement normatif où l'intervention éducative serait soumise à une série d'actes incontournables, au risque de perdre l'adhésion des familles. À cet égard, les conditions de la rencontre sont cruciales pour aller vers un accompagnement inclusif. Opposer à un être cette volonté d'inclure à tout prix, sans savoir dans quel espace-temps il s'inscrit, risque de produire le versus de l'inclusion, celui de l'exclusion. Ainsi, dans l'exercice des mesures de milieu ouvert auquel nous nous attachons, si nous participons de l'adaptation de la société à la vulnérabilité, aux besoins spécifiques des enfants et des parents, comment nos modalités d'intervention peuvent-elles alors produire et participer à l'émancipation des familles ? Quelles relations entretient l'accompagnement du lien parent/enfant (son interrogation et sa mise en sens) avec l'accessibilité, la participation pleine et entière des parents et des enfants à la vie sociale ? Ces questionnements posent les prémices d'une protection de l'enfance plus inclusive. Mais cela ne suppose-t-il pas d'éduquer autrement et à tous les niveaux de la société ? Cela révèle notamment de pouvoir faire évoluer nos pratiques professionnelles, nos postures, nos regards sur les situations de vulnérabilité. Changer de regard et faire évoluer les pratiques nécessitent donc de revoir nos fondamentaux et de commencer par le commencement ! Interroger les contenus pédagogiques des centres de formation en travail social, travailler la question de la prise en compte des directives européennes et nationales ainsi que des différentes recommandations dans cette communauté éducative et universitaire répondraient d'une pédagogie plus adaptée et cohérente... Cette réflexion est d'autant plus

importante que ce sont les professionnels de demain qui doivent être les premiers à être formés à l'inclusion ! Ces enjeux majeurs sont de taille pour l'avenir du travail social.

## DES ENJEUX DE L'INCLUSION EN PROTECTION DE L'ENFANCE EN GÉNÉRAL ET POUR LE MILIEU OUVERT EN PARTICULIER

Dans un contexte de bouleversements économiques, sociaux et écologiques, nos sociétés sont à la recherche de nouvelles réponses locales aux besoins de créations d'emplois, de cohésion sociale, de respect de l'environnement, d'une diminution de la pauvreté et des inégalités.

Dans ce cadre, l'action sociale est repensée et le milieu ouvert réinterrogé. L'offre de service auprès des personnes dites vulnérables est redéfinie pour répondre au plus près de leurs besoins. À ce titre, la notion de maillage territorial refait surface, et la notion de territoire devient l'objet de toutes les attentions. Elle est au cœur des stratégies de développement pour une plus grande inclusion. En d'autres termes, définir un maillage territorial plus fin permettrait à certains territoires abandonnés de s'inscrire dans ces nouvelles dynamiques économiques et sociales pour ne laisser personne au bord du chemin et pour que chacun puisse, quel que soit son lieu de domiciliation, bénéficier des mêmes conditions d'exercice de la citoyenneté.

En effet, il est intéressant de rappeler que les effets produits par le lieu de résidence des familles mais également l'implantation et l'organisation géographique des services jouent un rôle prépondérant dans les dynamiques territoriales mises en œuvre, dans le sens où ces effets permettent d'identifier et de différencier un territoire inclusif d'un territoire porteur d'exclusions. Le lieu de résidence des familles peut ainsi influencer sur leur possibilité à bénéficier de ressources extérieures en termes d'inclusion.

S'intéresser aux caractéristiques du territoire, à son identité, autant qu'aux équipements et aux ressources à disposition, devient donc incontournable. Parallèlement à cela, il est important de rappeler que les associations ont fait des choix assez divers quant à l'implantation de leurs services éducatifs de milieu ouvert dans les départements. Certains services sont plus centralisés alors que d'autres se sont développés très largement en infra-territoires. Cette implantation géographique de plus grande proximité a ainsi un effet sur le « repérage » des travailleurs sociaux de milieu ouvert par les partenaires et réciproquement.

Dans ce contexte, l'inclusion sociale interroge fortement l'inscription d'un service sur un territoire tant nous savons fort bien qu'un partenariat efficient passe inévitablement par un réseau de proximité, par des occasions régulières de se rencontrer et de se connaître... Il est donc urgent de penser la place des praticiens dans l'élaboration de ces politiques d'inclusion et celle des personnes accompagnées à l'heure où nous notons le manque, voire l'absence, d'associations de professionnels de terrain dans l'élaboration des schémas départementaux de protection de l'enfance<sup>6</sup>. Alors qu'ils y sont conviés, comme indiqué à l'article L226-3-1 du CASF : « L'observatoire départemental de la protection de l'enfance comprend notamment des représentants des services du conseil départemental, de l'autorité judiciaire dans le département, et des autres services de l'État ainsi que des représentants de tout service et établissement dans ce département, qui participe ou apporte son concours à la protection de l'enfance, et des représentants des associations concourant à la protection de l'enfance et de la famille. »

---

6. Code de l'action sociale et des familles, art. L. 226-3-1, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032207286&cidTexte=LEGITEXT000006074069&dateTexte=20160316>

Malgré les évolutions législatives, peu d'ODPE<sup>7</sup> ont été mis en œuvre sur notre territoire national. Nous constatons que le caractère partenarial de la démarche reste un enjeu majeur du schéma. Parce qu'il traite de sujets complexes nécessitant une réflexion partagée entre les différents acteurs territoriaux, au sens de Robert Lafore, « le département doit réussir à travailler avec l'ensemble de ses partenaires en sortant d'une logique d'acteurs et d'intérêts pour aller vers une logique de coopération<sup>8</sup> ».

L'identification et la prise en compte des disparités en termes de possibilité d'inclusion sociale des familles accompagnées ainsi que le repérage des leviers dont les services disposent amènent fondamentalement les associations à repenser leurs propres implantation et organisation territoriales afin qu'elles-mêmes puissent, d'une part, s'inclurent et rester connectées dans la vie des territoires, et d'autre part, répondre à un principe d'égalité plus fort à tous niveaux.

Au-delà de ces enjeux précités, nous voyons que traiter la question de l'inclusion vient à interroger ou réinterroger le sens, voire l'essence, de notre entité professionnelle, bref, notre raison d'être philosophiquement, sociologiquement et politiquement... Cette approche s'inscrit bien évidemment dans un processus. Une société qui se veut « inclusive » doit pouvoir prendre certaines précautions éthiques... Notre capacité d'accueil, d'écoute, de rencontre et de face-à-face participe d'une meilleure prise en compte de l'autre dans sa singularité, et d'un accompagnement plus humain. C'est de cette dimension éthique que le travailleur social fonde son action. Elle ouvre la voie à une volonté de faire participer la famille. D'autant plus que dans la définition de l'inclusion par la Commission européenne, une place importante est donnée à l'implication des personnes, à leur participation

---

7. Observatoire départemental de la protection de l'enfance.

8. 38<sup>e</sup> assises nationales du CNAEMO, « Le projet pour l'enfant ou le paradoxe de l'intermittence », Biarritz, 2018, [https://www.youtube.com/watch?v=\\_3Q\\_QC9lFt0&list=PLitmbigI9bfpUQuC0bj-6BvKHRQIUesYR](https://www.youtube.com/watch?v=_3Q_QC9lFt0&list=PLitmbigI9bfpUQuC0bj-6BvKHRQIUesYR)

aux prises de décision qui affectent leur vie. L'ANESM<sup>9</sup>, de son côté, évoque, dans ses recommandations de bonnes pratiques, l'expression et la participation des « usagers » des établissements relevant des secteurs social et médico-social. Néanmoins, pour cette dimension, la mise en œuvre formelle, la manière dont elle se décline, la place laissée à l'expression de l'utilisateur sur nos pratiques, ne vont pas de soi. Derrière ces interrogations, se dessine alors la problématique du regard porté sur la personne accompagnée, ses compétences dans une relation où les rôles sont assignés d'emblée. Ces tensions s'inscrivent comme des marqueurs sociaux où les intersubjectivités se dessinent dans la relation à l'autre. Donner une place aux parents et à l'enfant au travers de notre « écoute », les inclure dans une dynamique de changement et de coopération en dépassant nos simples préjugés..., tel est l'équilibre à trouver pour engager ce processus d'inclusion. Faire appel à une certaine éthique et à un certain technicisme est alors fondamental pour pouvoir appréhender toutes les dimensions plurielles de l'inclusion, et pour faire en sorte que ce concept devienne véritablement une réalité et non un mythe !

## L'INCLUSION, ENTRE DÉMARCHES CITOYENNES ET INJONCTION POLITIQUE

Au regard du constat alarmant sur ces trente dernières années, où les disparités n'ont cessé de croître et où les revenus des classes moyennes et populaires n'ont cessé de stagner, le sentiment d'une société encore plus inégalitaire s'est renforcé partout dans le monde et surtout en Europe. Ce qui explique aisément la floraison, sur cette période, de stratégies européennes et nationales de lutte contre la pauvreté et contre les exclusions.

---

9. Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) qui a rejoint la Haute Autorité de santé (HAS) depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, [https://www.has-sante.fr/jcms/c\\_2836921/fr/les-recommandations-de-bonne-pratique-du-secteur-social-medico-social](https://www.has-sante.fr/jcms/c_2836921/fr/les-recommandations-de-bonne-pratique-du-secteur-social-medico-social)



La France a d'ailleurs adopté, en 1998, sa loi du 29 juillet relative à la lutte contre les exclusions<sup>10</sup> et a donc rejoint le processus européen de coopération en matière d'inclusion sociale qui, progressivement, est devenue la nouvelle norme pour répondre aux différentes fractures sociales et économiques. Encore plus fortement aujourd'hui, il suffit de s'attarder sur les ruptures plurielles auxquelles le monde doit faire face. On entend ici et là parler d'urgence démographique, de réchauffement climatique, de migration, de fracture numérique... Tels sont les enjeux sociétaux de demain, dans lesquels s'inscrit opportunément et nécessairement l'action sociale d'aujourd'hui. L'inclusion sociale serait alors la nouvelle réponse pour riposter aux inégalités et à une extrême pauvreté à tous points de vue, mais aussi pour redonner un espoir individuel et collectif.

Pour le CNAEMO, il n'y a aucun doute, le secteur associatif ne peut être que partie prenante de cette démarche..., mais pas à n'importe quel prix et n'importe comment. Si « l'action sociale et médico-sociale tend à promouvoir [...] l'autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l'exercice de la citoyenneté, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets<sup>11</sup> », elle doit pouvoir néanmoins fonder son action sur le respect de la dignité humaine et les valeurs de solidarité.

En ce sens, nos associations de protection de l'enfance ont toute leur place dans ce processus et doivent pouvoir jouer un rôle prépondérant tant nous savons bien que l'émergence associative naît toujours de l'absence de réponse adaptée face aux problèmes sociétaux vécus. À juste titre, nous tenons à rappeler

---

10. Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000206894>

11. Code de l'action sociale et des familles, art. L.116-1, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006796473&cidTexte=LEGITEXT000006074069&dateTexte=20020103>

que « le travail social et le secteur associatif représentent un outil de lutte contre les inégalités et l'exclusion<sup>12</sup> », mais à la condition qu'ils impulsent un changement sur nos pratiques, en cohérence avec les valeurs associatives que nous portons. Il nous faut alors dépasser nos propres volontés personnelles et nos engagements individuels. Il y va donc d'un équilibre à trouver à travers de nouvelles dynamiques pour toujours innover, créer, inventer, étayer, apporter des réponses pertinentes. Mais dans cette réalité complexe, l'injonction de vouloir inclure à tout prix pourrait produire un effet inverse en fabriquant une société toujours plus excluante. Ne devons-nous pas garantir à l'usager une place d'utilisateur des politiques publiques déclinées en interventions concrètes pour lui assurer sa dignité et sa place au sein de la société ? Mais dans un climat budgétaire et procédural toujours plus contraint, où les appels à projets fleurissent comme des appels d'offres, comment garantir l'esprit associatif et redéfinir son rôle ? Comment garder cet engagement pour l'égalité tout en acceptant un monde qui change ? Telles sont la question et la préoccupation majeure pour les années à venir, surtout à l'ère d'un futur numérique qui participe de transformations importantes dans le champ de l'action sociale. Beaucoup de défis sont à relever et nos associations ont et auront toujours à se positionner sur ces problématiques sociétales. Elles constituent un formidable laboratoire d'idées, issues du terrain, qui doit pouvoir répondre au défi de la construction d'une protection de l'enfance du XXI<sup>e</sup> siècle fidèle à ses valeurs et toujours plus juste : rester pionnière dans l'accompagnement des personnes vulnérables basé sur des valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité !

---

12. S. Stella, « Tribune. Quand l'inclusion questionne le fait associatif : entre injonction politique et projet citoyen ? », *Actualités sociales hebdomadaires*, n° 3087, 7 décembre 2018.

# L'INCLUSION, DU CONCEPT À LA PRATIQUE



parfois, dans une sorte de détournement pervers de la notion, de construire un discours consensuel et politiquement correct pour que rien ne change... ou si lentement ! Comme si, dans une insupportable langue de bois, plus on en parlait moins on se sentait obligé d'agir.

Bien sûr, il s'agit là, il s'agirait là, d'un usage détestable de cette notion d'inclusion ; elle n'a pas été introduite pour cela, mais il se pourrait bien que cet usage permette de ne pas dégager les moyens qui construiraient vraiment une société inclusive, dans les équipements pour la petite enfance, à l'école, dans la ville, dans l'habitat, en entreprise, dans les équipements culturels, etc. L'absence de volonté serait simplement masquée par le discours qui porte ce vide : « Il s'agit de faire en sorte que nos territoires deviennent des territoires d'inclusion dans une logique de proximité, en inventant les parcours des usagers, en s'appuyant sur les acteurs et les ressources du territoire et conformément au projet de celui-ci. »

La société inclusive apparaît donc d'abord comme une formidable déclaration d'intention politique qui exige non seulement des moyens financiers mais une transformation profonde des représentations à l'œuvre. C'est d'une transformation culturelle qu'il s'agit au moins autant que d'une transformation physique et matérielle. « Une société inclusive est une société sans privilèges, sans exclusivités ni exclusions<sup>7</sup>. »

Inclusion, identité, citoyenneté, intégration, ces notions sont liées, elles participent toutes à la construction d'une alternative à l'exclusion, même si chacune connaît ses propres limites. On comprend bien que l'inclusion aussi puisse connaître des limites et qu'il arrive que, provisoirement au moins, aux limites de la société inclusive, il faille rester capable de développer des réponses spécifiques. Pour autant, celles-ci ne nous dispensent

---

7. C. Gardou, *La société inclusive, parlons-en, op. cit.*

jamais de rechercher les liens avec la société ordinaire, et de penser l'action dans une visée d'intégration réelle.

« Toi qui me regardes, qui dis-tu que je suis et, en fonction de cela, qu'attends-tu de moi ? » Qu'attendons-nous socialement des personnes en situation de handicap, de précarité, de pauvreté, d'exclusion sociale, quel que soit leur âge ? Voilà la question que la déclaration d'intention inclusive risque de nous dispenser de poser. Si c'était le cas, la société prétendrait se faire inclusive mais elle oublierait peut-être l'essentiel.